



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/52/L.2
6 octobre 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante-deuxième session
Genève, 3-14 octobre 2005
Point 3 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
SUR SA CINQUANTE-DEUXIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève,

du 3 au 14 octobre 2005

Rapporteur: M. Levan Lomidze (Géorgie)

Orateurs:

Afghanistan, pour le Groupe des 77 et
de la Chine

El Salvador, pour le Groupe latino-américain
et caraïbe

Iran, pour le Groupe asiatique et la Chine

Fédération de Russie

Indonésie

Pérou

Bélarus

Pakistan

Égypte, pour le Groupe africain

Royaume-Uni, pour l'Union européenne et les
pays en voie d'adhésion, la Bulgarie et la
Roumanie

Chine

Afrique du Sud

États-Unis

Japon

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification à apporter aux déclarations des délégations doit être adressée, avant le **mardi 18 octobre 2005**, à la:

Section d'édition de la CNUCED, bureau E.8108, télécopieur: 917 0056, téléphone: 917 5656.

**INTERDÉPENDANCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES DANS LA
PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT: NOUVELLES
CARACTÉRISTIQUES DE L'INTERDÉPENDANCE MONDIALE**

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil était saisi du document ci-après:

Rapport sur le commerce et le développement, 2005 (UNCTAD/TDR/2005 et Aperçu général).

2. Le représentant de l'**Afghanistan**, s'exprimant au nom du **Groupe des 77 et de la Chine**, a déclaré que l'excellente analyse du *Rapport sur le commerce et le développement, 2005*, montrait que, malgré la progression du commerce Sud-Sud, l'environnement économique mondial continuait d'être déterminé par les politiques macroéconomiques et commerciales des pays développés. Toutes les régions en développement avaient bénéficié de l'expansion mondiale récente, et la croissance rapide de la Chine et de l'Inde s'était propagée à de nombreux autres pays d'Asie et à d'autres régions. Cependant, le fait que les taux de croissance en Afrique subsaharienne étaient encore loin d'être suffisants pour atteindre les OMD, en particulier en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, était très préoccupant. Les perspectives pour l'année suivante étaient incertaines, principalement à cause des déséquilibres croissants de la balance des paiements courants dans les pays développés. Il était nécessaire d'adopter une démarche macroéconomique internationale bien coordonnée pour corriger ces déséquilibres, sans compromettre les récentes améliorations de la croissance des pays en développement et les progrès accomplis vers les OMD.

3. L'augmentation du cours du pétrole au cours des dernières années s'était produite malgré la souplesse de nombreux pays producteurs de pétrole, qui avaient augmenté leur production autant que possible pour répondre à une demande croissante. La dépendance à l'égard des importations de pétrole avait augmenté dans le monde en développement, mais les pays industrialisés absorbaient encore plus de la moitié de la production totale de pétrole et avaient le plus grand potentiel d'ajustement, en particulier les États-Unis, où la consommation de pétrole par habitant était supérieure de 50 % à la moyenne des pays développés et représentait plus de cinq fois la moyenne mondiale. Les progrès du développement en Chine et en Inde avaient contribué de manière importante à la croissance mondiale et à l'atténuation de la pauvreté. Ils avaient créé de nouvelles possibilités, mais également de nouvelles difficultés, pour les autres pays. Ils avaient joué un rôle essentiel dans les augmentations de cours de certains produits de base, mais les cours réels de ces produits se trouvaient encore seulement aux deux tiers environ de leur niveau des années 70. Des politiques imaginatives et souvent peu orthodoxes avaient joué un rôle crucial dans l'accélération des changements structurels et de la formation de capital en Chine et en Inde. Les différences appréciables qui existaient entre les politiques menées en Chine et en Inde et celles d'autres pays en développement qui enregistraient des succès montraient qu'il importait de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour adapter les stratégies de développement aux besoins et circonstances propres à chaque pays.

4. Malgré l'augmentation récente des recettes résultant de l'exportation de produits de base, il fallait intensifier les efforts visant à réduire la dépendance à l'égard de ces produits et accélérer la diversification et l'industrialisation. Pour de nombreux pays en développement, cela exigerait un soutien international accru, une amélioration de l'accès aux marchés et la résolution de leurs problèmes de dette extérieure. Dans le cas des pays les plus pauvres, il serait essentiel que la communauté internationale atteigne les objectifs convenus sur le plan international en ce qui concerne l'aide publique au développement, tout en augmentant la part représentée par les dons. L'instabilité des cours des produits de base n'était dans l'intérêt ni des producteurs ni des consommateurs, et pouvait engendrer des inefficiences dans l'allocation des facteurs. Un nouvel examen d'éventuels mécanismes visant à réduire l'instabilité des cours pour une large gamme de produits de base, de façon à réduire autant que possible ses effets négatifs sur le revenu national, pourrait contribuer à renforcer un partenariat mondial pour le développement. Il fallait aussi faire en sorte que les rentes considérables obtenues dans les industries extractives soient utilisées

d'une façon qui maximise les avantages qui en résultaient pour le développement et le bien-être social. Les gouvernements devaient trouver un équilibre entre l'utilisation d'incitations fiscales pour stimuler les investissements, y compris les IED, et l'obtention de recettes publiques provenant de ces industries. Il fallait favoriser activement le commerce Sud-Sud, en particulier au niveau régional, où il pouvait contribuer à élargir les marchés pour les producteurs locaux qui se trouvaient sur de petits marchés intérieurs. Les éditions futures du *Rapport sur le commerce et le développement* devraient analyser de façon plus approfondie d'éventuelles stratégies permettant aux pays en développement de faire face aux nouveaux défis, et examiner la question de la marge de manœuvre nécessaire pour la mise en œuvre de telles stratégies.

5. Le représentant d'**El Salvador**, s'exprimant au nom du **Groupe latino-américain et caraïbe**, a dit qu'il importait d'analyser les caractéristiques nouvelles de l'interdépendance mondiale, comme le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* l'avait fait, car elles pourraient nécessiter l'adaptation des stratégies de développement intérieur, ainsi que des politiques internationales. Pour atteindre les OMD, il fallait assurer une plus grande cohérence entre, d'une part, les processus et négociations se déroulant au niveau international, en particulier dans les domaines du commerce, de l'investissement, des finances et de la technologie, et les différentes stratégies nationales de croissance économique et de développement durable, d'autre part. La CNUCED jouait un rôle fondamental dans la détermination des éléments d'une stratégie mondiale cohérente.

6. Les économies d'Amérique latine s'étaient nettement redressées en 2004, après cinq années de stagnation et de crise. Pour 2005, il était prévu que la reprise se poursuive, mais à un rythme plus lent. L'amélioration avait résulté principalement du développement des exportations et de l'évolution favorable des termes de l'échange. Le commerce intrarégional avait également repris, grâce à l'augmentation de la compétitivité qui résultait de la dévaluation réelle de plusieurs monnaies. L'augmentation de la demande émanant des États-Unis avait également aidé certaines économies de la région à accroître leurs exportations. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* montrait que l'amélioration des termes de l'échange avait été importante pour les exportateurs de pétrole et de produits miniers, mais plus faible pour les exportateurs de produits agricoles. Les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes qui exportaient des produits manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre avaient connu une dégradation des

termes de l'échange, mais un accroissement du volume des exportations, le développement du tourisme et l'augmentation des envois de fonds de l'étranger avaient en partie compensé cette dégradation.

7. L'environnement extérieur favorable avait permis à la région d'obtenir un excédent de la balance courante, malgré l'augmentation appréciable de ses importations. Le fait que cet excédent résultait d'un développement des exportations marquait une rupture avec le passé, car alors l'ajustement avait été dû à une baisse des importations. L'augmentation de la demande de produits de base dans les pays d'Asie représentait un facteur important. La reprise vigoureuse des cours des produits de base, en particulier des combustibles et des produits minéraux, mettait en évidence l'importance de la question de la répartition des rentes dans ces secteurs. Les effets de l'amélioration des termes de l'échange sur le revenu intérieur, l'investissement et le développement dépendaient de façon cruciale de la répartition de la rente et de la façon dont celle-ci était utilisée. Plusieurs pays de la région s'étaient rendu compte que les recettes fiscales provenant de ces secteurs étaient extrêmement basses, et revoyaient maintenant leur régime d'imposition. Grâce à la reprise économique et au fait que l'État obtenait une part plus importante des recettes d'exportation dans certains pays, en utilisant des entreprises publiques ou en prélevant des taxes sur les exportations, les déficits budgétaires tendaient à baisser dans la région. Entre-temps, la dette extérieure avait également cessé de croître en termes absolus. Des progrès étaient accomplis dans les cas les plus critiques, sous l'effet d'une réduction et d'une restructuration de la dette. En conséquence, de nombreux pays avaient diminué leur dépendance à l'égard de nouvelles entrées de capitaux.

8. L'évolution future des conditions extérieures était incertaine, étant donné que les cours des produits de base et le coût des financements externes pouvaient augmenter si l'économie mondiale ne parvenait pas à rectifier les déséquilibres, causant ainsi une forte décélération. Cependant, même si l'environnement extérieur continuait d'être favorable, cela pouvait ne pas être suffisant pour un développement soutenu si la région ne relançait pas l'investissement productif, qui continuait à être faible par rapport au passé, et ne restructurait pas son marché intérieur. La consommation intérieure et les investissements étaient étroitement liés, étant donné que ces derniers avaient besoin d'un marché intérieur et régional en croissance.

Dans ce contexte, il fallait faire face efficacement aux problèmes de chômage et de distribution inégale des revenus.

9. En ce qui concerne le rôle de la CNUCED en tant qu'organisation mondiale, il fallait maintenir ou encore renforcer sa capacité d'analyse, pour qu'elle soit en mesure de mener des activités plus efficaces concernant les questions présentant un intérêt pour les pays en développement. Les résultats d'analyses devaient être à la base de ses autres activités, en particulier l'obtention de consensus et la coopération technique. Si la CNUCED pouvait recenser les besoins et les solutions dans le contexte de l'interdépendance, elle pourrait contribuer à une meilleure compréhension de la cohérence entre les règlements, pratiques et processus internationaux, d'une part, et les stratégies de développement et les politiques intérieures, d'autre part.

10. Le représentant de l'**Iran**, s'exprimant au nom du **Groupe asiatique et de la Chine**, a fait observer que, malgré la diminution prévue de la croissance dans les pays en développement asiatiques en 2005 et 2006, l'Asie resterait la région la plus dynamique. Cela pourrait encore renforcer le rôle de l'Asie de l'Est et du Sud-Est en tant que nouveau pôle de croissance de l'économie mondiale. En revanche, certains grands pays développés enregistraient une croissance très faible, et des mesures visant à stimuler la demande intérieure dans ces pays contribueraient à remédier aux déséquilibres mondiaux.

11. À la suite d'une industrialisation rapide et d'une forte augmentation des importations de produits primaires, l'Asie de l'Est et du Sud-Est avait enregistré une détérioration des termes de l'échange. La perspective de prix pétroliers en permanence plus élevés était particulièrement préoccupante pour les pays en développement qui ne bénéficiaient pas de prix plus élevés pour leurs propres exportations. Des investissements supplémentaires dans les industries extractives et des efforts visant à utiliser des technologies de production manufacturière permettant d'économiser les ressources seraient particulièrement bénéfiques pour ce groupe de pays.

12. La région asiatique accordait une importance capitale à la possibilité de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour utiliser des instruments appropriés pour mettre en œuvre ses priorités et politiques en matière de développement. L'expérience montrait que, dans de nombreux pays de la région, le développement économique avait reposé sur des politiques

novatrices à divers égards, tandis que les pays qui s'en étaient tenus plus strictement aux mesures orthodoxes de réforme structurelle avaient, dans la plupart des cas, enregistré des performances décevantes. En conséquence, les succès exemplaires constatés en Asie pouvaient receler un certain nombre d'enseignements pour les autres pays en développement, et leur montrer en particulier que le développement économique pouvait être réalisé de diverses façons et qu'il n'existait pas de méthode unique valable pour tous.

13. Comme le rythme du développement économique n'avait pas été uniforme dans le monde, certains pays s'étaient laissés distancer dans la réalisation de leurs buts de développement et des OMD. Les progrès globaux accomplis vers ces buts et objectifs étaient jugés satisfaisants dans la région asiatique, mais il n'en allait pas de même dans d'autres pays, en particulier les moins avancés et les pays d'Afrique, qui risquaient fort de ne pas atteindre les OMD d'ici 2015.

14. Ce résultat décevant était dû à des contraintes imposées de l'extérieur et au recours à des modèles de développement inappropriés. La communauté internationale devait aider ces pays à lutter contre la pauvreté et à s'intégrer plus complètement dans l'économie mondiale. Comme de nombreux pays africains considéraient de plus en plus l'Asie comme un marché capable d'absorber leurs exportations, ainsi qu'une source de technologies et de finance extérieure, les deux régions avaient adopté, en avril 2005, la déclaration sur le Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique. Son but était de favoriser une coopération pragmatique entre les deux continents dans tous les domaines du développement. Enfin, la CNUCED devait continuer ses travaux d'analyse qui visaient à promouvoir les processus régionaux et interrégionaux.

15. Le représentant de l'**Égypte**, s'exprimant au nom du **Groupe africain**, a déclaré que le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* était très utile, car il abordait des questions d'actualité relatives aux évolutions nouvelles qui se produisaient dans l'économie mondiale et le monde en développement, en particulier. Récemment, des progrès considérables avaient été accomplis en ce qui concerne la coopération internationale en faveur de l'Afrique, comme en témoignait l'importance accordée à ce continent dans les grandes instances internationales. Il fallait se féliciter de l'accord visant à doubler les flux d'APD destinés à l'Afrique et de l'engagement pris par un grand nombre des pays de l'OCDE à augmenter leur APD totale pour la porter à au moins 0,5 % du PIB d'ici à 2010, ainsi que la décision d'annuler la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et de la décision d'envisager de réduire la dette non viable de

certaines pays tout aussi pauvres qui ne faisaient pas partie des PPTÉ. Cependant, l'allégement de la dette ne devait pas se faire au détriment de l'aide. Il était possible d'améliorer la qualité de l'aide en fournissant un soutien budgétaire, en vue non seulement de répondre aux besoins de développement humain et liés à l'infrastructure physique, mais aussi de réduire la pauvreté. Pour que les pays utilisent au mieux l'aide, ils avaient aussi besoin d'une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir concevoir des stratégies adaptées à la situation de chacun d'entre eux, afin d'accélérer la croissance et d'atteindre les OMD.

16. Ces trois dernières années, la croissance avait nettement augmenté en Afrique mais, bien qu'une croissance du PIB d'environ 5 % pouvait également être attendue en 2005, la croissance du revenu par habitant en Afrique subsaharienne était toujours insuffisante pour qu'il soit possible d'accomplir des progrès décisifs en matière de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD. Le fait que le commerce Sud-Sud avait progressé beaucoup plus rapidement que le commerce Nord-Sud avait contribué à améliorer les termes de l'échange de l'Afrique. Une grande partie de l'augmentation des recettes d'exportation de l'Afrique résultait d'une forte demande émanant de l'Asie, et la déclaration sur le Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique pouvait représenter un important moyen de renforcer encore davantage la coopération commerciale et économique.

17. L'accroissement des volumes d'exportation et la hausse des prix de certains des principaux produits d'exportation de l'Afrique sur le marché mondial, en particulier le pétrole et les produits minéraux, figuraient parmi les principales causes de l'accélération de la croissance économique en Afrique. Cependant, les cours des produits de base restaient très volatils et, en termes réels, ils étaient encore inférieurs aujourd'hui à leur niveau d'il y a une vingtaine d'années. De plus, l'expérience montrait que les périodes de crise duraient beaucoup plus longtemps que les périodes de haute conjoncture. Les termes de l'échange de l'Afrique s'étaient améliorés d'environ 30 % depuis 2004, mais l'Afrique avait été la région la plus durement touchée par la détérioration des termes de l'échange et la réduction du pouvoir d'achat des exportations au cours des années 80. Comme le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* le soulignait, ce n'était qu'en 1996 que le pouvoir d'achat des exportations avait retrouvé son niveau de 1980. Outre ses effets négatifs sur la performance économique en général,

cette détérioration avait été un facteur essentiel des problèmes de paiements extérieurs et de l'augmentation de la dette extérieure.

18. Une autre question importante abordée dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* était la répartition des recettes d'exportation et des rentes provenant des industries extractives; le rapport concluait que, si cette rente représentait une source potentiellement importante de financement du développement, la privatisation et les incitations fiscales destinées aux investisseurs étrangers avaient entraîné une réduction considérable de la part des recettes totales produites dans ce secteur qui restait dans le pays. Il semblait qu'en ce qui concerne l'industrie des combustibles, les pays d'Afrique subsaharienne recevaient les parts les plus faibles des rentes en termes de valeur de leurs exportations.

19. Pour ce qui est de l'action qui devait être menée par la communauté internationale, il importait de tirer des conclusions appropriées de l'analyse que le *Rapport sur le commerce et le développement* consacrait aux interactions mondiales entre le commerce, les produits de base, les finances et l'investissement, et à leurs effets sur la croissance et les perspectives de développement des pays en développement. La CNUCED restait l'instance appropriée pour ce débat, car elle permettait d'obtenir des opinions différentes, exprimées dans l'optique du développement.

20. Le représentant du **Royaume-Uni**, s'exprimant au nom de l'**Union européenne et des pays candidats à l'adhésion, la Bulgarie et la Roumanie**, a remercié le secrétariat pour la présentation équilibrée et raisonnable du *Rapport sur le commerce et le développement, 2005*. Cependant, il s'est dit préoccupé par la façon dont le rapport traitait la notion de marge de manœuvre.

21. Le rapport mettait en avant les aspects positifs de la croissance de la Chine, y compris l'augmentation de sa demande de produits de base essentiels que d'autres pays en développement exportaient, ce qui changeait agréablement des appréhensions que suscitaient généralement les effets des exportations de la Chine. Le rapport attirait également l'attention sur les problèmes de concurrence que la Chine représentait pour les pays en développement dotés d'une industrie manufacturière qui était en concurrence directe avec ce pays. Il était intéressant de noter que la CNUCED considérait maintenant que l'avantage comparatif à long terme de la

Chine ne se situait plus dans le domaine des textiles et de l'habillement, même si l'on ne savait pas quand ce pays s'orienterait vers la production de biens à plus faible intensité de main-d'œuvre.

22. La stabilisation des cours des produits de base était une bonne chose; le niveau élevé de ces cours ne devait pas susciter une confiance excessive, et les pays en développement devaient continuer à considérer que la meilleure stratégie à long terme consistait à se diversifier.

Le rapport indiquait que le commerce Sud-Sud était souhaitable parce qu'il permettait aux pays en développement d'être moins exposés à des pressions de la part des pays industrialisés, ce qui sous-entendait que le commerce Sud-Sud était plus libre et moins subordonné à des conditions politiques. Il n'en était en réalité pas ainsi, car la plupart des pays en développement non seulement étaient plus protectionnistes, mais en outre n'étaient sans doute pas plus disposés à ouvrir leur marché que les pays de l'OCDE. Les politiques protectionnistes menées par les pays en développement nuisaient à leurs perspectives de développement. Les efforts multilatéraux accomplis dans le cadre du Programme de Doha pour le développement offraient les meilleures garanties de libéralisation Sud-Sud, par opposition aux accords commerciaux régionaux conclus dans le cadre du Système global de préférences commerciales entre pays en développement.

23. *Le Rapport sur le commerce et le développement, 2005* soutenait que le commerce Sud-Sud était déterminé davantage par un partage intrarégional de la production de biens destinés aux pays développés. Il fallait se féliciter du partage intrarégional de la production, car il permettait une division internationale du travail reposant sur l'avantage comparatif de différents pays. En outre, un tel partage de la production soulignait l'importance de la réduction des droits de douane Sud-Sud, étant donné que ces derniers se traduisaient en dernière analyse par des prix plus élevés à l'exportation et nuisaient à la compétitivité.

24. Les déséquilibres mondiaux constituaient un risque pour l'économie mondiale, et un meilleur équilibre entre les croissances des grandes régions contribuerait à corriger ces déséquilibres. Il a contesté l'idée selon laquelle l'Europe serait la principale responsable des déséquilibres mondiaux actuels et a dit qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'elle s'efforce seule de remédier à la situation. Les États-Unis et la Chine devaient eux aussi modifier leur politique pour corriger les déséquilibres mondiaux globaux en luttant contre les déficits intérieurs et en faisant preuve d'une plus grande flexibilité en matière de taux de change, respectivement.

25. Le représentant de la **Fédération de Russie** a déclaré qu'en raison de la gravité des problèmes mondiaux actuels, la communauté internationale devait améliorer l'action collective qu'elle menait pour neutraliser les conséquences négatives et accroître les avantages de la mondialisation. Les conclusions du G-8 à Gleneagles et du Sommet mondial des Nations Unies étaient très importantes dans l'optique de l'adoption d'une démarche commune et intégrée en vue d'atteindre ces buts. Dans le contexte du Consensus de São Paulo, il fallait améliorer la coordination des politiques économiques, financières, commerciales et sociales aux niveaux national et international, afin de résoudre les problèmes de développement qui se posaient, en accordant une attention particulière à l'élimination des inégalités et de la pauvreté, au renforcement de la protection sociale et à l'amélioration de la qualité de la vie. Les efforts internationaux n'obtiendraient les résultats nécessaires que s'ils allaient de pair avec des politiques socioéconomiques, infrastructurelles, financières et d'investissement bien conçues au niveau national. Tout en accomplissant des efforts importants sur le plan national pour atteindre les OMD pour la Fédération de Russie elle-même, celle-ci, qui accueillerait la réunion suivante du G-8, était résolue à participer à une aide internationale au développement et prenait des mesures actives pour réaliser son potentiel de donateur. Ses efforts étaient orientés vers un allègement de la dette des pays les moins avancés, et la Fédération de Russie fournissait une aide publique sous de nombreuses formes dans le monde entier, en particulier à ses partenaires de la Communauté d'États indépendants. Quant à la CNUCED, elle devait renforcer encore sa coopération avec les autres organisations internationales, le secteur privé et les ONG, afin que la mondialisation devienne un mécanisme qui rassemble la communauté internationale.

26. Le représentant de l'**Indonésie** a dit que l'interdépendance mondiale avait eu des effets remarquables sur la répartition de la croissance économique à l'échelle mondiale, en aidant les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, seuls certains pays en bénéficiaient pleinement, alors que de nombreux autres restaient à la traîne, principalement en raison d'une insuffisance de capacités et de ressources. La communauté internationale devait par conséquent agir pour faire en sorte que les pays restés à la traîne puissent utiliser les bénéfices peu importants qu'ils avaient obtenus, principalement grâce aux produits de base, combinés avec l'aide de pays plus riches, pour promouvoir leur industrialisation et leur développement économique. Les pays en développement devaient tirer pleinement parti de l'évolution du commerce international avec la Chine et l'Inde, les nouveaux

pôles de croissance, et participer à la dynamique engendrée par ces deux pays. Le commerce Sud-Sud, qui offrait des possibilités considérables en matière d'accès à des marchés nouveaux et non découverts, pouvait permettre aux pays en développement de mettre fin à leur dépendance excessive à l'égard des marchés des pays développés. Il revêtirait une véritable importance dans la mesure où il aiderait les pays en développement en matière de croissance économique. Cependant, les pays développés restaient les principaux marchés pour les exportations des pays en développement et devaient sans cesse ouvrir davantage leurs marchés. Comme l'industrialisation des pays en développement était tributaire de l'importation de produits de base, la volatilité actuelle des cours de ces derniers mettait gravement en péril leur croissance durable et il fallait par conséquent améliorer la coordination internationale des politiques en vue de lutter contre l'instabilité des prix. Les pays développés devaient gérer les déséquilibres de leur balance des paiements courants par des efforts concertés, car des politiques unilatérales incorrectes nuiraient non seulement aux pays qui les mettraient en œuvre, mais également au reste du monde. Il convenait de prendre les mesures appropriées pour faire face à la volatilité des taux de change, et la communauté internationale devait agir pour protéger les économies vulnérables contre des effets secondaires inutiles. Toutes ces questions mettaient en évidence l'importance des activités de la CNUCED qui consistaient à étudier les caractéristiques nouvelles du commerce et à donner des orientations en vue d'éviter des effets négatifs sur la croissance.

27. Le représentant du **Pérou** a dit que, selon le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005*, la croissance rapide en Chine et en Inde était un important facteur de la hausse des cours des produits de base et ces cours resteraient probablement à leur niveau, pour autant que la croissance industrielle de ces pays reste forte et que les déséquilibres observés dans le monde développé soient corrigés sans que cela ne cause une récession. Des augmentations imprévisibles des cours des produits de base, en particulier de ceux des produits minéraux, ne s'étaient pas nécessairement traduites par une redistribution des revenus des pays consommateurs aux pays producteurs. L'augmentation des cours et le développement des exportations n'avaient pas entraîné automatiquement un accroissement des recettes fiscales des exportateurs. Cela résultait en partie des incitations financières accordées pour attirer des IED. De même, les importantes fluctuations des cours des produits de base ne favorisaient pas une croissance stable et soutenue qui profite à l'ensemble de la population et contribue à la réalisation des OMD. Les exportateurs de produits de base qui avaient bénéficié des récentes augmentations des cours et des volumes

des exportations devaient poursuivre les efforts qu'ils accomplissaient pour diversifier leur secteur des produits de base et obtenir des valeurs ajoutées plus élevées dans d'autres secteurs. Dans ce contexte, la CNUCED devait analyser de façon approfondie la diversification des structures de production des pays en développement et la création de mécanismes susceptibles de contribuer à la réduction de l'instabilité des prix. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2005* montrait qu'il existait d'importantes différences de capacité entre les pays sur les plans de l'innovation et des avantages retirés de l'internationalisation des activités de recherche-développement. La CNUCED devait reprendre ses examens des politiques en matière de science, de technologie et d'innovation avec les pays intéressés, afin de définir des options qui pourraient permettre de développer les capacités technologiques et d'innovation. Elle devait également continuer à publier ses analyses sur le commerce et le développement, qui étaient bien connues et très utiles.

28. Le représentant du **Bélarus** a dit que son pays appréciait le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* et soutenait les conclusions de la onzième session de la Conférence concernant l'accroissement du potentiel de la CNUCED dans les domaines interdépendants du commerce, du développement et de l'investissement, en vue d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), dans leurs efforts de développement. Ce rapport mettait l'accent sur la tendance de plus en plus marquée à l'interdépendance mondiale et attribuait le récent ralentissement de la croissance mondiale à la décélération constatée dans les grands pays développés, malgré les taux de croissance élevés obtenus par les pays en développement. Le rapport soulignait le rôle important de la demande intérieure dans le développement économique et politique des pays en développement et mettait en évidence les déséquilibres et l'instabilité qui caractérisaient l'économie mondiale. Cependant, rien ne permettait de penser que cette tendance était irréversible et mondiale par nature. L'actuel déficit de la balance courante des États-Unis était considéré comme la principale menace à court terme qui pesait sur la croissance stable de l'économie mondiale, et il convenait que la CNUCED accorde une attention particulière à cette question. Les pays en développement continuaient d'enregistrer des sorties de capitaux, alors qu'ils avaient besoin de ressources pour favoriser la croissance et promouvoir un développement stable. Par conséquent, le système financier mondial devait changer radicalement pour assurer la stabilité financière mondiale. Entre-temps, il fallait tenir compte des intérêts de l'ensemble des pays et des régions, afin de réduire les déséquilibres

mondiaux et d'assurer la poursuite du développement mondial. Les relations économiques régionales atténuèrent les disparités mondiales et favorisaient les exportations et la croissance économique des pays en développement. Enfin, pour que la CNUCED puisse s'acquitter du mandat que lui avait confié la onzième session de la Conférence, ses activités devaient être rationalisées. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* n'abordait pas la situation économique des pays en transition, malgré le mandat donné lors de la onzième session de la Conférence.

29. Le représentant du **Pakistan** a mis l'accent sur le rôle important que la CNUCED jouait dans la promotion du développement et l'encouragement de la coopération entre pays en développement. Il était satisfait du fait que le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005*, répondant à la préoccupation exprimée par sa délégation à l'égard du rapport de l'année précédente, avait consacré une partie importante de son analyse aux effets des prix pétroliers sur les pays en développement. L'économie mondiale se caractérisait par d'énormes déséquilibres dans les domaines de la finance et du commerce, ce qui avait accru les disparités internationales et causé une migration des capitaux des pays en développement vers les pays développés. Certains pays en développement avaient adopté des politiques délibérées de bonne gouvernance, de développement économique, de réduction de la pauvreté et d'ouverture du commerce à la suite de la Conférence de Doha. Cependant, ces efforts n'étaient pas encore allés de pair avec la tenue des promesses de la communauté internationale qui portaient sur un plus grand accès aux marchés, une assistance financière plus importante, l'allègement de la dette et d'autres mesures visant à remédier aux déséquilibres. Il importait que la CNUCED élabore et insuffle dans l'arène économique internationale un consensus sur la façon d'établir une coopération dans le contexte actuel de croissance concurrentielle. La CNUCED devait coordonner les activités des autres organisations internationales pour que les possibilités économiques, politiques et technologiques de ce siècle puissent contribuer à plus de prospérité, d'équité et de sécurité.

30. Le représentant de la **Chine** a dit que l'économie mondiale devait maintenant faire face à un certain nombre de problèmes qui obligeaient presque tous les pays à subir l'une ou l'autre forme de restructuration. Dans un monde caractérisé par une interdépendance croissante, les pays devaient examiner les conséquences que leurs actions et leurs politiques pouvaient avoir sur le monde, en particulier les pays en développement. Malgré les signes de reprise économique

mondiale, la pauvreté restait un problème grave dans les pays en développement, en particulier les PMA, et l'écart Nord-Sud continuait de se creuser. Les pays en développement s'intégraient de plus en plus dans l'économie mondiale, mais ils n'avaient pas encore retiré les avantages de la mondialisation. Il importait de définir les causes de ces problèmes et de trouver des solutions à ceux-ci, et de prendre des mesures concrètes pour y remédier. Dans une économie de plus en plus interdépendante, le développement des pays en développement ne devait pas préoccuper ces seuls pays. Il apparaissait qu'il serait très difficile d'atteindre les OMD d'ici à 2015, et il y avait eu récemment des appels en faveur d'une plus grande volonté politique et d'actions concrètes. La résolution des problèmes de développement qui avaient attiré l'attention lors du Sommet des Nations Unies exigeait des efforts sans relâche de la part de tous les pays.

31. Les pays développés pouvaient jouer un rôle important dans la mise en place d'un ordre économique mondial équitable, rationnel et transparent, en assumant une plus grande responsabilité dans la réalisation d'un développement mondial universel, concerté et équilibré. Les pays développés devaient accorder un plus large accès aux marchés, faciliter le transfert de technologie et accroître l'assistance et l'allègement de la dette au profit des pays en développement, en particulier ceux qui étaient lourdement endettés et les PMA.

Le Gouvernement chinois avait toujours accordé une grande importance à la coopération Sud-Sud et la renforcerait en échangeant des informations d'expérience sur le développement économique et en fournissant une aide dans différents domaines. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* contenait une analyse de la situation économique mondiale dans l'optique du développement et constituait une référence importante. Il analysait de façon approfondie les cas de la Chine et de l'Inde mais, comme les situations variaient d'un pays à l'autre, toutes les expériences, qu'elles soient réussies ou le soient moins, devaient être appréciées compte tenu des circonstances.

32. Le représentant de l'**Afrique du Sud** a souligné que le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* contenait de bonnes analyses des tendances économiques mondiales et que son examen de la croissance en Inde et en Chine présentait un intérêt particulier pour les pays en développement. Il fallait se féliciter de l'appel qu'il lançait à nouveau en faveur de la cohérence des politiques et d'une marge de manœuvre accrue pour les pays en développement, car un certain nombre de pays étaient déçus par les résultats des discussions relatives au

développement qui avaient eu lieu lors du Sommet mondial à New York. Dans ce contexte, la CNUCED devait continuer à examiner ces questions, afin que celles-ci bénéficient d'un intérêt accru dans les instances internationales. Le taux de croissance du PIB de l'Afrique avait certes atteint 5 %, mais l'on craignait que cela ne suffise pas pour aider les pays africains à atteindre les OMD. En conséquence, la communauté internationale devrait accroître l'assistance destinée à ces pays afin de leur permettre de réaliser leurs aspirations en matière de développement. Alors que l'Europe et le Japon devaient prendre des mesures pour accélérer la croissance, les États-Unis devaient aussi s'attaquer à la question du double déficit. L'augmentation des prix pétroliers n'avait pas gravement compromis les perspectives mondiales de croissance, principalement en raison de l'évolution des modes de production dans les pays développés au cours des 30 dernières années. Il en allait de même en Afrique du Sud, dont la plus grande partie du PIB provenait du secteur des services, qui n'était pas très tributaire du pétrole.

33. La représentante des **États-Unis** a déclaré que la politique de son gouvernement concernant la marge de manœuvre n'avait pas changé, pas plus, apparemment, que les positions des pays du Groupe des 77 et des groupes régionaux. Le Gouvernement des États-Unis avait accepté un texte sur la marge de manœuvre qui avait été adopté à l'issue de négociations considérables et faisait l'objet du paragraphe 8 du Consensus de Saõ Paulo, mais il n'avait jamais été prévu que cette question, telle qu'elle était abordée dans ce texte, devienne un important nouveau domaine d'activité de la CNUCED, et le texte lui-même n'était qu'une déclaration politique adoptée dans un contexte limité. Il était difficile de prévoir comment la CNUCED pourrait poursuivre des travaux dans le domaine de la marge de manœuvre. Cette question résultait de la frustration suscitée par les politiques menées par les institutions financières internationales dans les années 90. Il ne fallait pas imposer un carcan aux pays en développement, mais ceux-ci devaient tenir compte d'un équilibre approprié entre la marge de manœuvre nationale et les disciplines et engagements internationaux. Chaque pays était tenu d'établir sa propre analyse risques-avantages afin de déterminer si les obligations internationales qu'il envisageait d'accepter en valaient la peine, comme cela était défini dans le Consensus de Saõ Paulo. Tous les pays jouissaient de la souveraineté économique et, s'ils choisissaient d'y renoncer, c'était parce qu'ils le jugeaient utile. La marge de manœuvre permettait d'adopter des politiques économiques bonnes et mauvaises, et c'étaient les bonnes politiques économiques qui devaient être au cœur des travaux de la CNUCED. En ce qui concerne la question du droit au

développement, le mandat de la CNUCED incluait de nombreuses questions relatives au développement, mais non les droits de l'homme. Comme la question du droit au développement était abordée par la Commission des droits de l'homme, c'était au sein de celle-ci uniquement qu'il convenait d'en débattre.

34. Le représentant du **Japon** a dit que l'évaluation de la situation économique japonaise actuelle qui figurait dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005* était trop pessimiste, étant donné que cette situation s'améliorait constamment. De même, il était excessif d'indiquer, comme le faisait le rapport, que la politique commerciale des pays développés était protectionniste. Une participation accrue des pays en développement au régime commercial multilatéral ouvert ne réduirait pas mais au contraire accroîtrait leur marge de manœuvre.
